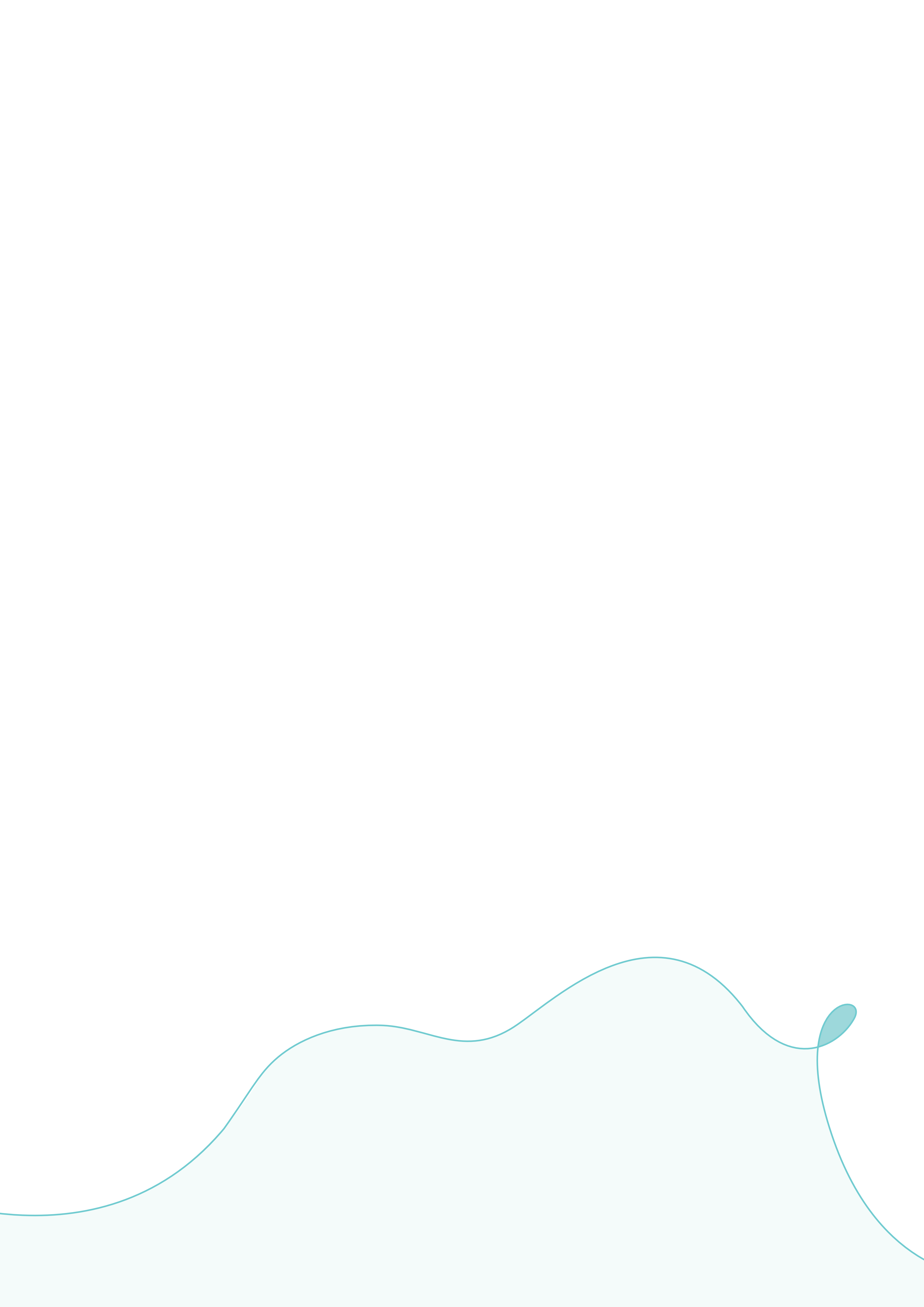

MUTUALITÉ
FRANÇAISE
Carnet de
SANTÉ
France
édition 2023





Édito

Sans diagnostic partagé sur l'état de notre protection sociale, il ne sera pas possible de coconstruire les solutions indispensables à sa transformation. Se voulant utile aux débats, notamment pour éclairer les besoins auxquels les lois de financement de la Sécurité sociale auront à répondre, ce carnet de santé de la France doit contribuer à l'information des acteurs engagés en faveur de la solidarité. Il doit aussi concourir à restaurer la citoyenneté sociale et l'équilibre entre solidarités et responsabilités, individuelles et collectives. C'est le seul moyen de sortir d'un prisme par trop consumériste qui dénature le sens de la protection sociale et s'avère mortifère. Cette publication annuelle de la Mutualité Française permettra de suivre l'évolution d'indicateurs clés de l'état de santé de la protection sociale du point de vue des assurés sociaux.

Acteurs majeurs de la protection sociale (complémentaire santé, offre de soins et d'accompagnement, prévoyance, dépendance, épargne, retraite, prévention…), les mutuelles, sociétés de personnes à but non lucratif, alertent l'opinion et les pouvoirs publics sur la situation à laquelle les Français sont confrontés. Après 30 ans de régulation comptable et d'hyper-réglementation, alors que se confirment des hypothèses budgétaires de court terme, inadéquates et pas au niveau de la réalité des enjeux, notre système social est à bout de souffle. Ces difficultés, les Français les subissent dans leur quotidien et cela se ressent dans leur perception : 8 Français sur 10 sont inquiets de l'avenir de la protection sociale et près de 4 sur 10 se déclarent même très inquiets.

Pour que le bien commun que constitue la protection sociale puisse s'adapter aux évolutions systémiques en cours, notamment le vieillissement de la population et les transitions numérique et écologique, la Mutualité Française en appelle à des mesures structurelles, véritablement débattues et concertées. Il est plus qu'urgent de dépasser les postures idéologiques et de faire preuve de courage politique. Il nous faut, par l'intelligence collective, sortir par le haut de la situation critique que nous connaissons. Cela pose des choix de sociétés cruciaux sur le périmètre, les modalités et le financement de la solidarité, sur les moyens qui permettraient aux plus vulnérables de s'émanciper et de mener leur projet de vie, sur le type de société que nous voulons.

Éric CHENUT
Président de la Mutualité Française

Sommaire

1

ACCÈS aux soins

La Mutualité Française agit en faveur d'un système de santé solidaire, protecteur et universel.
Les patients, les usagers, les aidants doivent pouvoir accéder à une offre de santé accessible, disponible et de qualité, en réponse à leurs besoins.

Qu'en pensent les Français ?

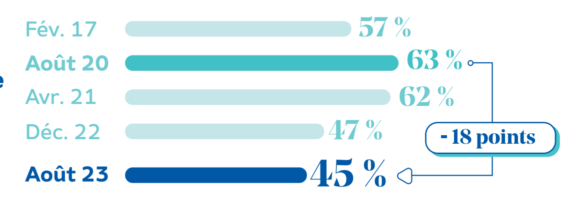
L'AVENIR DE LA PROTECTION SOCIALE

+ de 8 Français sur 10 inquiets[1]

Près de quatre personnes sur dix se déclarent même **« très inquiètes »** et les enjeux autour du système de santé figurent en 4e position des préoccupations des Français, après le pouvoir d'achat, l'inflation et la transition écologique.

45 %

des Français considèrent que l'organisation actuelle du système de santé permet à tous d'accéder à des soins de qualité[2]**.**



56 %

des Français estiment qu'à l'avenir seul un nombre limité de personnes aura accès à des soins de qualité[3]**.**

40 %

des Français estiment aujourd'hui difficile d'obtenir un rendez-vous rapide avec un médecin généraliste, une difficulté qui s'est nettement accrue au cours des 5 dernières années (22 % en 2017)[1].

49 %

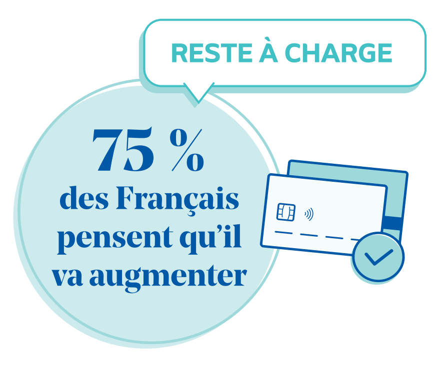
des Français déclarent avoir déjà renoncé à des soins de santé, en raison des délais d'obtention d'un rendez-vous[1].

Parallèlement, le renoncement à des soins de santé, en raison de l'éloignement du professionnel de santé à consulter, a fortement augmenté entre 2017 et 2023, passant de 25 % à 32 % (+7 points).

78 %

des Français estiment que le partage de compétences entre professionnels de santé est une bonne chose notamment car il favorise un meilleur accès aux soins (86 %)[3].

RESTE À CHARGE



75 % des Français pensent qu'il va augmenter

Cette proportion est en hausse continue depuis avril 2021 (60 %), après avoir reculé de 2017 à 2021[2].

1 • Sondage Harris Interactive - Mutualité Française, août 2023.
2 • Sondage Harris Interactive - Observatoire Mutualité Française, décembre 2022.
3 • Sondage Harris Interactive - Observatoire Mutualité Française 2020.

La réalité

RECOURS AUX SOINS

DÉSERTS MÉDICAUX

87 % de la population concernée[4]

6,7 millions

de Français n'ont pas de médecin traitant

soit 10 % de la population, dont 714 000 patients en affection de longue durée à fin 2022[5].

21,2 millions

de passages aux urgences en 2019, soit un doublement en un peu plus de 25 ans (10,1 millions en 1992)[6].

1,6 million

de Français renoncent chaque année à des soins médicaux[6].

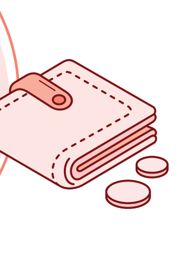
RESTE À CHARGE

+ de 95 %

des Français sont couverts par une complémentaire santé[7].

RESTE À CHARGE POUR LES MÉNAGES

7 % après prise en charge par l'assurance maladie obligatoire et l'assurance maladie complémentaire



→ Deuxième niveau le plus faible au sein des pays de l'OCDE après le Luxembourg[8].

Plus de 10 millions

de personnes ont bénéficié d'un équipement sans reste à charge dans le cadre du 100 % Santé[9].

490 €

de reste à charge moyen annuel après prise en charge par la Sécurité sociale des dépenses présentées au remboursement en 2018[10].

390 €

de reste à charge moyen annuel pour un patient en affection de longue durée (ALD) hospitalisé, après prise en charge par la Sécurité sociale, soit un niveau près de 2 fois supérieur à celui d'un autre patient (208 €). Contrairement à l'idée reçue, la Sécurité sociale ne rembourse pas l'intégralité des dépenses de santé des patients en ALD, et l'ALD ne protège pas de RAC élevés[11].

4 • Proposition de loi « accès aux soins », avr. 2023.
5 • CNAM, mars 2023.
6 • Rapport Sénat, « Hôpital : sortir des urgences », mars 2022.
7 • Drees, avril 2019.
8 • Drees, Comptes de la santé, édition 2022.
9 • Ministère de la santé et des solidarités, communiqué de presse du 25 janv. 2022.
10 • Année la plus récente disponible – Drees, mai 2023.
11 • Observatoire Mutualité Française 2019.

La réalité

OFFRE DE SOINS

ACCÈS AUX PROFESSIONNELS DE SANTÉ

65 % des médecins généralistes contraints de refuser de nouveaux patients[12]



61,5 %

des médecins généralistes ne participent pas à la permanence des soins[13].

30

consultations par médecin et par an : estimation du temps médical libéré par l'ouverture aux pharmaciens d'officine de la vaccination antigrippale, tout en permettant d'améliorer la couverture vaccinale[14].

2 251

maisons de santé pluriprofessionnelles (MSP) au 31 décembre 2022 (objectif gouvernemental : 4 000 en 2027)[15].

581

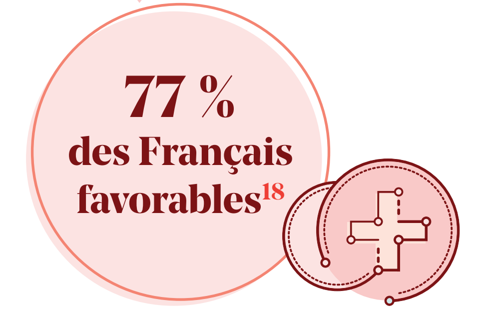
infirmiers en pratique avancée (IPA) diplômés et 1 366 en formation en 2021 (cible gouvernementale : 3 000 IPA formés ou en formation en 2022 et 6 000 à 18 000 IPA en exercice à terme)[16].

444

communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS) signataires d'un accord conventionnel interprofessionnel, couvrant 55 % du territoire français[17] (objectif cible : 100 % du territoire couvert).

ACCÈS AUX DONNÉES

PARTAGE ENTRE PROFESSIONNELS DES DONNÉES DE SANTÉ DE LEURS PATIENTS



8,7 millions

de personnes ont activé le service « Mon espace Santé » soit plus de 13 % des Français[19].

12 • Drees, mai 2023.
13 • En 2022. CNOM, juill.2023.
14 • Observatoire Mutualité Française 2020.
15 • Ministère de la santé et de la prévention, *Plan d'action MSP*, juin 2023.
16 • Cour des Comptes, Mission Flash sur les IPA, juill. 2023.
17 • Au 21 juin 2023. Rapport « Tour de France des CPTS », juin 2023.
18 • En février 2022, sondage Harris Interactive - Mutualité Française – Présidentielle 2022.
19 • Présentation Mon espace santé, Mutualité Française, sept. 2023.

2 AUTONOMIE Dépendance

La Mutualité Française est investie de longue date dans la mise en place de ***solutions innovantes dans le domaine de la perte d'autonomie et du handicap.***

Les mutuelles de la Mutualité Française gèrent le ***1er réseau sanitaire et social à but non lucratif.***

La Mutualité Française développe également une ***offre spécifique en matière de prévention*** *et promotion de la santé à destination des personnes en situation de handicap et des personnes âgées et leur propose des* ***couvertures assurantielles.***

Qu'en pensent les Français ?

74 %

des Français inquiets des risques liés à la dépendance et la perte d'autonomie[1].

61 %

des Français pensent que les dispositifs visant à prévenir les situations de dépendance et de perte d'autonomie **ne sont aujourd'hui pas satisfaisants**[2].

67 %

des Français indiquent mal connaître les dispositifs et aides financières pour faire face aux situations de dépendance et de perte d'autonomie[1].

COUVERTURE DÉPENDANCE OBLIGATOIRE

80 %
des Français favorables[2]

1 • Sondage Harris Interactive - Mutualité Française, août 2023.
2 • Sondage Harris Interactive - Mutualité Française, Couverture dépendance, juin 2023.

La réalité

PERTE D'AUTONOMIE

4 millions de seniors concernés en 2050[3]

5e rang

pour les femmes (12,6 ans)

10e rang

pour les hommes (11,3 ans)

Place occupée par la France parmi les pays de l'Union européenne en matière d'espérance de vie sans incapacité à 65 ans[4].

6,5 millions

de personnes sont couvertes par une assurance dépendance fin 2022[5].

COÛT MOYEN ET RESTE À CHARGE

2 004 €

coût mensuel médian estimé d'une place en EHPAD[6].

1500 €

montant mensuel médian de la pension de retraite[7].

RESTE À CHARGE MÉDIAN EN ÉTABLISSEMENTS POUR PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES

500 € par mois[8]



AIDANTS

PROCHES AIDANTS

9,3 millions de personnes aidantes d'un proche en situation de handicap ou de perte d'autonomie[9]



8,8 millions

d'adultes, soit une personne sur six.

0,5 million

de mineurs de 5 ans ou plus, soit un mineur sur vingt[9].

67 %

des proches aidants travaillent[10], en majorité des femmes (57 % des aidants) occupant plus souvent un emploi à temps partiel que la population générale.

3 • Insee Première 2019.
4 • OCDE. Repris dans *Chiffre Mutualité Française du 20/03/2023.*
5 • Mutualité Française/France assureurs/CTIP, *Marché de l'assurance santé et prévoyance en 2022*, juil. 2023
6 • En 2019. CNSA, Rapport statistique.
7 • CNSA.
8 • Mutualité Française sur données CNSA- Drees.
9 • Drees, fév. 2023.
10 • Dares 2017.

3

PETITE enfance

*Outre son réseau d'établissements mutualistes dédiés à la petite enfance, **la Mutualité Française développe des solutions innovantes permettant de répondre aux besoins des familles.** Les 1 000 premiers jours de la vie de l'enfant sont une période déterminante du développement de l'enfant et de sa santé, il est ainsi primordial de mettre en œuvre un accompagnement adapté des enfants et de leurs parents.*

Qu'en pensent les Français ?

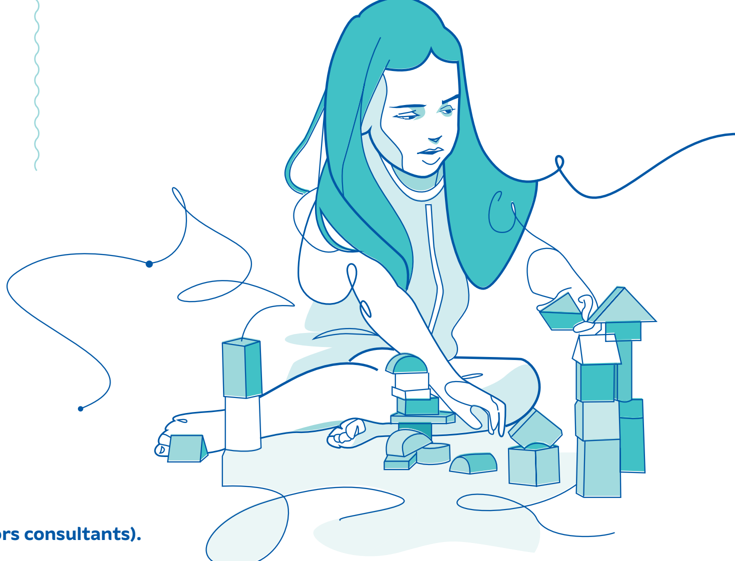
OFFRE D'ACCUEIL INDIVIDUEL ET COLLECTIF DES ENFANTS DE MOINS DE 3 ANS

40 %
des Français insatisfaits[1]

31 %
des parents jugent la prise en charge financière en matière d'accueil collectif insuffisante[1].

96 %
des familles satisfaites de l'accueil dans les établissements petite enfance mutualistes[2].

90 %
des parents qui travaillent en horaires atypiques considèrent difficile de trouver un mode d'accueil pour leur enfant[3].



1 • Sondage Harris Interactive - Mutualité Française, août 2023.
2 • Baromètre de satisfaction des familles 2023 (Mutualité Française/Majors consultants).
3 • Enquête Mutualité Française 2021.

La réalité

60 places pour 100 enfants

Capacité d'accueil d'enfants de moins de 3 ans, dont
- 33 places auprès d'assistants maternels
- 21 places au sein d'établissements d'accueil pour jeune enfant (EAJE)
- 4 en préscolarisation
- 2 au domicile familial[4]

200 000

nouvelles places en crèche visées par le Gouvernement d'ici 2030[5]. Il existe actuellement en France 479 000 places en crèche[6].

66 %

des femmes ayant deux enfants, dont au moins un de moins de 3 ans, sont en emploi[7].

817 000

parents isolés perçoivent l'allocation de soutien familial (ASF)[7].

2 millions

de familles monoparentales, c'est-à-dire d'enfants résidant avec un seul parent sans conjoint cohabitant[7].

8 908

professionnels manquants en EAJE, soit entre 6,5 % et 8,6 % de l'effectif total de professionnels travaillant auprès d'enfants[8].

Seuls 5 %

des enfants de familles pauvres fréquentent au moins 3 jours par semaine un EAJE[9].

ACCUEIL DES EAJE DANS LES DÉPARTEMENTS

54 % des services de Protection maternelle et infantile (PMI) estiment qu'il présente des risques en termes de sécurité ou de qualité[10]

45 %

des salariés travaillent le soir, la nuit, le samedi ou le dimanche au moins 1 fois sur une période de 4 semaines[11].

4 • En 2019. Rapport Observatoire national petite enfance 2021.
5 • Conseil national de la refondation, juin 2023.
6 • En 2020. Rapport d'évaluation des politiques de sécurité sociale (REPSS) PLACSS 2022.
7 • En 2020. REPSS PLACSS 2022.
8 • CNAF, Enquête « Pénurie des professionnels de la Petiten enfance » 2022 – Repris de Annexe rapport IGAS Mars 2023.
9 • Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, oct 2018.
10 • Annexe rapport IGAS mars 2023.
11 • DARES résultats n° 52, Le travail en horaire atypique en 2021, oct. 2022



PRÉVENTION Santé publique

La Mutualité Française promeut le déploiement d'une ***approche préventive à tous les âges, dans l'ensemble des lieux de vie*** *(crèches, écoles, domiciles, milieux professionnels, établissements et services médicaux et sociaux) et dans une logique de parcours de santé. Elle s'investit en ce sens depuis de nombreuses années au travers de ses multiples métiers.*

Qu'en pensent les Français ?

ACTIONS DE PRÉVENTION

81 %

des Français jugent important de les développer pour limiter les problèmes de santé[1]



Santé et dérèglement climatique

au premier rang ex-aequo des préoccupations des Français devant l'insécurité, la grande pauvreté/l'exclusion et l'instabilité géopolitique mondiale[2].

77 %

des Français se montrent préoccupés par les effets sur leur santé, de leur alimentation (pesticides, qualité des aliments) et de **la pollution** que ce soit celle de l'air (77 %), des sols (75 %) ou de l'eau (70 %)[3].

45 %

des Français s'estiment mal informés sur la prévention en matière de santé[3].

69 %

des Français déclarent avoir eu des problèmes de sommeil au cours des 8 derniers jours (+ 19 points par rapport au niveau avant crise Covid-19)[4].

58 %

des jeunes Français sont éco-anxieux, c'est-à-dire se disent « très » ou « extrêmement inquiets » face au changement climatique[5].

1 • En février 2022, sondage Harris Interactive - Mutualité Française – Présidentielle 2022.
2 • Baromètre IRSN - Institut de radioprotection et de sécurité nucléaire, juill. 2022.
3 • En août 2023, sondage Harris Interactive – Mutualité Française.
4 • Fin 2022, Ifop étude sur les troubles du sommeil.
5 • The Lancet Planetary Health, 2021. Repris dans *Chiffre Mutualité Française du 11/04/2023.*

Qu'en pensent les Français ?

39 %

des actifs considèrent que le travail a plutôt tendance à dégrader leur état de santé[6].

96 %

des Français sont favorables au renforcement du dépistage visuel à l'école, 91 % en entreprise et 90 % lors du passage du permis de conduire[7].

84 %

des parents déclarent que leur enfant a déjà bénéficié d'un dépistage de l'audition au cours de son suivi médical[8].

4 %

des Français déclarent n'avoir jamais fait contrôler leur vue, soit plus de 2,6 millions de Français[7].

Seuls 35 %

des Français déclarent utiliser des applications qui permettent de suivre leur santé[9].

6 • En décembre 2022, sondage Harris Interactive - Observatoire Mutualité Française 2023
7 • Baromètre 2018 - Association nationale pour l'amélioration de la vue – Anav.
8 • En janv.-févr. 2023. Étude IFOP - Journée nationale de l'audition, 2023.
9 • En août 2023, sondage Harris Interactive – Mutualité Française

La réalité

1,9 %

des dépenses de santé consacrées à la prévention
La France est en queue de peloton des pays européens[11].

DIABÈTE, OBÉSITÉ, ACTIVITÉ PHYSIQUE ET SPORTIVE

COÛT SOCIAL DE L'INACTIVITÉ PHYSIQUE[12]



92,5 %

des Français de 15 ans ne respectent pas les recommandations sportives de l'Organisation mondiale de la santé[14].

45 %

des personnes en surcharge pondérale dont 14 % souffrant d'obésité[15].

3,6 millions

de personnes diabétiques en France en 2021[13].

2010

année où l'**inactivité physique** associée à une alimentation déséquilibrée est devenue la **première cause de mortalité évitable dans le monde[16].**

CANCERS

433 136

nouveaux cas de cancers, toutes localisations confondues, soit un doublement du nombre de nouveaux cas de cancers par rapport à 1990[17].

157 400

décès liés au cancer par an, première cause de mortalité en France[18].

VACCINATION CONTRE LES INFECTIONS DU PAPILLOMAVIRUS HUMAIN (HPV) EN 2022

45,8 %
des jeunes filles
de 15 ans

6 %
des garçons
du même âge[19]

51 %

des femmes participent au dépistage du cancer du sein[20].

35 %

des Français se font dépister du cancer colorectal[20].

11 • OCDE. Repris dans *Chiffre Mutualité Française « Place de la santé » du 01/12/2021.*
12 • Coûts directs des secteurs du médico-social, social et sanitaire et coûts indirects liés à la perte de productivité et à la perte de qualité de vie. Ministère de la transition écologique. Repris dans *Chiffre Mutualité Française du 30/05/2023.*
13 • Fédération internationale du diabète. Repris dans *Chiffre Mutualité Française du 02/01/2023.*
14 • OCDE. Repris dans *Chiffre Mutualité Française du 10/11/2021.*
15 • Drees 2022.
16 • OMS. Repris dans *Manifeste Mutualité Française Présidentielle 2022.*
17 • En 2023 (estimation) - Santé publique France, BEH, juill. 2023.
18 • En 2018, Santé publique France, BEH, juill. 2023.
19 • https://www.inserm.fr/ (consulté le 13/09/2023).
20 • En 2021. PLACSS-REPSS 2022

La réalité

SANTÉ ENVIRONNEMENT

48 000

décès prématurés par an liés à la pollution de l'air[21].

142 000

décès supplémentaires liés aux événements climatiques majeurs en Europe depuis 1980[22].

INDEMNITÉS JOURNALIÈRES (HORS COVID)

+ de 7,4 %

d'augmentation des dépenses entre 2021 et 2022[23].

DENTAIRE

1,12

c'est l'**indice carieux** (ou nombre moyen de dents cariées, absentes ou obturées par enfant) **à l'âge de 12 ans en France,** soit un niveau deux fois plus élevé qu'en Allemagne (0,5), en Suède (0,7) et aux Pays-Bas (0,6)[24].

AUDITION

10 millions

de personnes présentent des problèmes d'audition, soit 16 % de la population française[25].

1 personne sur 3

après 50 ans a des difficultés auditives, et plus d'une sur deux après 80 ans[25].

25 %

des enfants souffrent d'une perte auditive[26].

SANTÉ MENTALE

160 mds €

coût social (coûts directs et indirects) estimé **des maladies psychiatriques** en France (soit 6,7 % du PIB)[27] ; à comparer à la seule dépense de l'Assurance maladie, chiffrée à 23 milliards d'euros (14 % du total estimé).

137 127

bénéficiaires du dispositif « MonSoutienPsy » depuis son lancement en avril 2022[28], à comparer aux 430 000 adhérents des mutuelles ayant bénéficié d'1,2 million de séances remboursées chez le psychologue pour la seule année 2021 dans le cadre du dispositif exceptionnel mis en place lors de la crise Covid.

21 • Estimation Santé publique France, 2016.
22 • Rapport Agence européenne de l'environnement, fév. 2022.
23 • Rapport Commission des comptes de la sécurité sociale (CCSS), mai 2023.
24 • CNAM, Charges et produits, juill 2023.
25 • Drees 2021
26 • En janv.-févr. 2023. Étude IFOP - Journée nationale de l'audition, 2023.
27 • En 2018. Étude FondaMental 2021, Le coût des maladies psychiatriques en France.
28 • Mai 2023. Conseil Cnam.

PERSONNES ÂGÉES

→ ALIMENTATION

800 000

personnes âgées souffrent de dénutrition[29].

25 %

des personnes de plus de 70 ans vivant seules sont dénutries[29].

→ CHUTES DES PERSONNES ÂGÉES

10 000

décès.

136 000

hospitalisations[30].

2 mds €

de coût pour la collectivité[30].

PETITE ENFANCE

1 femme sur 5

qui attend son 1er enfant **n'a pas bénéficié d'une préparation à la naissance[31].**

+ de 100 000

femmes sont en grande détresse lors de l'année qui suit la naissance de leur enfant, et seulement la moitié d'entre elles trouvent à qui s'adresser[32].

20 à 30 %

des enfants présentent des troubles de sommeil

→ 85 % pour les enfants au développement atypique[32].

29 • Collectif de lutte contre la dénutrition.
30 • Plan antichutes, févr. 2022.
31 • Enquête Nationale Périnatale 2016
32 • Rapport 1000 premiers jours, sept. 2020

5

RETRAITE Prévoyance

Spécialisées en complémentaire santé, les mutuelles développent également une offre de prévoyance et retraite, afin de couvrir l'ensemble des besoins de protection sociale complémentaire : incapacité temporaire de travail, invalidité, décès, dépendance, épargne-retraite.

La Mutualité Française soutient le fait qu'une couverture complémentaire en prévoyance, incluse ou couplée à la protection complémentaire en santé, est nécessaire pour garantir une meilleure protection des personnes et de leurs familles.

Qu'en pensent les Français ?

69 %

des Français inquiets de l'avenir du système de retraites[1].

NIVEAU DE VIE À LA RETRAITE

83 %

des Français redoutent de manquer d'argent[1]



34 %

À la veille d'une nouvelle réforme du système de retraite, **34 % des plus jeunes (30-39 ans), s'inquiétaient de la faiblesse de la pension,** voire de l'existence future des piliers obligatoires de retraite[2].

41 ans

âge moyen à partir duquel les Français estiment devoir commencer à préparer financièrement leur retraite[1].

62 %

des non-retraités pensent que leur niveau de vie à la retraite sera plus faible que celui de l'ensemble de la population[3].

+ de 30 %

des adhérents à un contrat de retraite supplémentaire souscrit par l'entreprise ont moins de 40 ans, contre 26 % parmi l'ensemble des adhérents à l'offre de retraite supplémentaire[3].

86 %

des personnes qui ont souscrit à un contrat de prévoyance estiment que c'est une protection utile et nécessaire, mais seuls 40 % connaissent réellement les garanties offertes par la prévoyance[4].

1 • Enquête Ipsos/Cercle des épargnants, févr. 2023.
2 • Enquête Institut TMO Marketing-Union mutualiste retraite, août 2019.
3 • Rapport Drees, Les retraités et les retraites, 2023.
4 • Enquête Argus de l'assurance - Cegedim Insurance Solutions mars 2023

La réalité

15,3 millions

de bénéficiaires (cotisants et retraités) d'un contrat de retraite supplémentaire[5].

1 personne sur 5

adhérente à un contrat de retraite supplémentaire est âgée de moins de 40 ans[5].

15 %

des nouveaux adhérents à un contrat de retraite supplémentaire ont moins de 30 ans[5].

Entre 5 et 10 pts

de baisse estimée du niveau de vie des retraités en 2040 (avec un rapport du niveau de vie des retraités par rapport au reste de la population compris entre 91,6% et 94,4% contre 101,5% actuellement)[6].

15 mds €

coût total estimé lié à l'insuffisance de couverture en prévoyance[7].

40 %

des agents de la Fonction publique territoriale et hospitalière et 35 % des agents de la Fonction publique d'État **ne bénéficient d'aucune couverture en prévoyance-incapacité[8].**

COUVERTURE PRÉVOYANCE CONTRE LES RISQUES LOURDS (INCAPACITÉ, INVALIDITÉ, DÉCÈS)

70 % des travailleurs non-salariés et des exploitants agricoles non couverts

→ **TAUX DE COUVERTURE EN ASSURANCE PRÉVOYANCE**

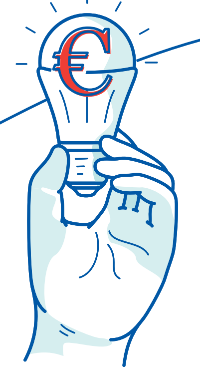
Salariés	92 %
Travailleurs non-salariés	30 %
Exploitants agricoles	30 %
TOTAL	**84 %**

Source : Traitement Mutualité Française sur données France Assureurs, Insee, Irdes, MSA

5 • A fin 2021. Rapport Drees, Les retraités et les retraites, 2023.
6 • Conseil d'orientation des retraites, rapport, juin 2023.
7 • Observatoire de l'imprévoyance, Vyv, 2022.
8 • Traitement Mutualité Française sur données mutualistes.

6

FINANCEMENT



Les transitions écologique, démographique et numérique en cours représentent un défi majeur auquel notre système de système de sécurité sociale doit s'adapter. La Mutualité Française s'inscrit dans le débat sur le financement des protections sociales durables.

Qu'en pensent les Français ?

86 %

des Français jugent le déficit de la sécurité sociale élevé[1]. Un sentiment stable par rapport à 2017 où ils étaient 85 % à le penser.

DÉFICIT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

68 %
des Français estiment qu'il rend incertain l'avenir de la sécurité sociale, une perception stable depuis 5 ans[1]

Vitale

59 %

des Français estiment que les soins seront moins bien remboursés par la sécurité sociale[1]. Une perception en hausse par rapport à février 2022 où ils n'étaient que 50 %.

68 %

des Français estiment la mise en place de contrôles contre les fraudes et abus comme une mesure tout à fait prioritaire[1].

1 • **En août 2023, sondage Harris Interactive – Mutualité Française**

La réalité

19,6 mds €

montant du déficit des régimes de base de la sécurité sociale et du fonds de solidarité vieillesse (FSV) à fin 2022[2].

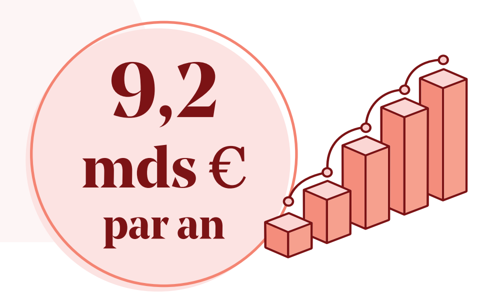
87,9 mds €

montant total des exonérations de cotisations sociales[4] estimé par les pouvoirs publics en 2023[2].

136,6 mds €

montant de la dette portée par la Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES) à fin 2022, avec une date d'extinction de la dette repoussée de 2025 à 2033[3].

FINANCEMENT SUPPLÉMENTAIRE LIÉ À L'AUGMENTATION DU NOMBRE DE PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES D'ICI À 2030[5]



29,7 mds €

montant des déficits courants des organismes de Sécurité sociale en 2021[3].

TAXATION DES CONTRATS DE COMPLÉMENTAIRE SANTÉ

13,27 %

taux d'imposition actuel des contrats de complémentaires santé solidaires et responsables, contre 1,75 % en 2000.

FINANCEMENT PAR LES ORGANISMES COMPLÉMENTAIRES D'ASSURANCE MALADIE

16,2 %

part des organismes complémentaires dans le financement total des dépenses de santé[6].

1ers financeurs du 100% Santé

78 % des dépenses d'équipement optique, auditif et dentaire sans reste à charge sont financées par les organismes complémentaires[7].

2 • Rapport de la commission des comptes de la sécurité sociale, mai 2023.
3 • Rapport d'évaluation des politiques de sécurité sociale (REPSS) 2023.
4 • Les exonérations correspondent à la réduction de certains taux de cotisations (qui peut être totale).
5 • Rapport Libault, 2019.
6 • En 2021 (ensemble des dépenses). Calculs FNMF sur données Drees, 2022.
7 • En 2021. Baromètre UNOCAM, juill. 2022.

La réalité

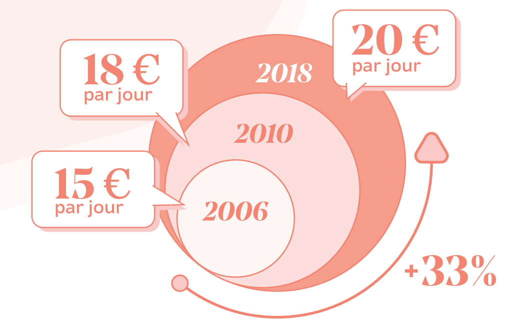
PARTICIPATION FINANCIÈRE DES MÉNAGES

54 %

du financement de la sécurité sociale est assuré par les ménages. Les 46 % restant sont financés par les entreprises et administrations[8].

+ 33 %

augmentation du forfait journalier hospitalier, passé de 15 € par jour en 2006 à 20 € par jour en 2018.



868 millions d'€

de dépenses de santé lié aux franchises à la charge des assurés[9].

500 millions d'€

montant des dépenses de santé supplémentaires à la charge des complémentaires santé et des ménages liées à la diminution du taux de remboursement par la sécurité sociale de 70 % à 60 % des actes dentaires[10].

LUTTE CONTRE LA FRAUDE

8 mds €

de prélèvements sociaux éludés au titre du travail informel[11].

Entre 3 et 7 %

de fraude sociale sur certaines dépenses d'assurance maladie[12].

+ de 300 millions d'€

de préjudice financier détecté ou évité par la Caisse nationale d'assurance maladie en 2022 (+44 % comparé à 2021)[11].

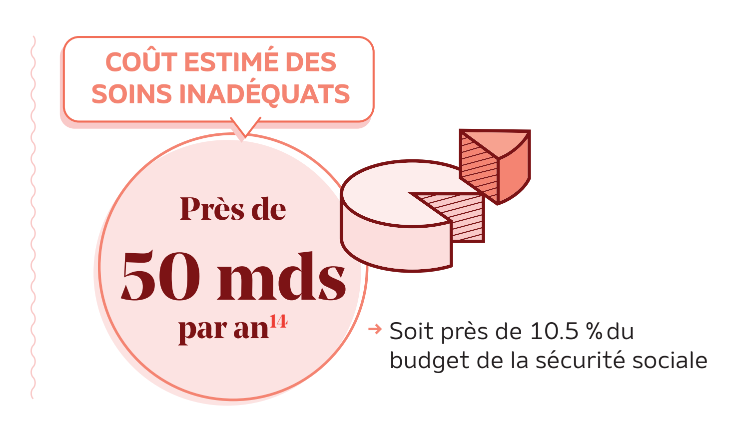
PERTINENCE DES SOINS

25 à 30 %

des examens ou actes non pertinents sont estimés comme sources de risques ou d'événements indésirables évitables[14].

475 millions d'€

de dépenses de médicaments à service médical rendu faible sont financées par l'assurance maladie, les organismes complémentaires et les ménages[15].



8 • REPSS 2023.
9 • En 2013 (dernière donnée disponible). Rapport Cour des Comptes 2016
10 • Mutualité Française, juin 2023.
11 • En 2023. Plan de lutte contre la fraude, mai 2023.
12 • En 2022. Plan de lutte contre la fraude, mai 2023.
13 • 1ers résultats du plan de lutte contre la fraude, CNAM, mars 2023.
14 • Haute autorité de santé, oct. 2020.
15 • En 2022. Système national des données de santé, août 2023.







FNMF - organisme régi par le code de la Mutualité. Septembre 2023
Création graphique : www.fredericbay.com